

**VERALLIA**

**Rapport des commissaires aux comptes sur  
l'augmentation de capital réservée aux  
adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise**

**(Assemblée générale mixte du 15 juin 2021 -  
19<sup>ème</sup> résolution)**

PricewaterhouseCoopers Audit  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

BM&A  
11, rue de Laborde  
75008 Paris

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise**

**(Assemblée générale mixte du 15 juin 2021 - 19<sup>ème</sup> résolution)**

Aux Actionnaires

**VERALLIA**

Tour Carpe Diem

31, Place des Corolles - Esplanade Nord

92400 Courbevoie

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés, aux anciens salariés et mandataires sociaux éligibles de la société et/ou des sociétés liées à la société au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du code de commerce et de l'article L. 3344-1 du code du travail adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximum de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée, en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder douze millions d'euros (12 000 000 €) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé que :

- (i) le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution ainsi que de la 20<sup>ème</sup> résolution soumise à la présente Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2021 s'imputera sur ce plafond, et
- (ii) le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global de deux cent huit millions d'euros (208 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la 13<sup>ème</sup> résolution de la même Assemblée Générale.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre Président vous propose, sur la base de son rapport, de déléguer au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Président d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

**VERALLIA**

***Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (Assemblée générale mixte du 15 juin 2021 - 19ème résolution) – Page 2***

---

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Président relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Président.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 29 avril 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

BM&A



Itto El Hariri

Eric Seyvos